



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 26 du 9 juin 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 10 juin 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	498
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>498</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>498</b>
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-120 en date du 6 avril 2009 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle .....	498
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>499</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>499</b>
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	499
Arrêté n° 09.BMSSE.33 du 8 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de Briey .....	499
Arrêté n° 09.BMSSE.34 du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville .....	501
Arrêté n° 09.BMSSE.35 du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	502
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>503</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	503
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Vallée .....	503
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>503</b>
Extrait de l'arrêté du 3 juin 2009 portant règlement d'office du budget primitif du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin.....	503
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>504</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>504</b>
Protection sociale.....	504
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2009-77 en date du 4 avril 2009 portant agrément d'un Centre de santé dentaire à Joeuf.....	504
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST .....</b>	<b>504</b>
Cellule exploitation et sécurité routière .....	504
Extrait de l'arrêté permanent 2009-DIR-Est-SPR-N° 54 - n° 1 du 2 juin 2009 relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 57 .....	504
Division d'exploitation de Metz.....	505
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-026 en date du 5 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche d'enrobés sur A 33 du PR 7-000 au PR 4-000 .....	505
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>507</b>
Service cohésion sociale.....	507
Extrait de l'arrêté n° DDASS/CS/2009-342 du 22 mai 2009 modifiant l'arrêté n° DDASS/CS/2009-58 du 12 février 2009 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle .....	507
Service offre de soins de ville .....	508
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 39 rue de la division Leclerc à Baccarat (54120) - Autorisation n° 54-64.....	508
Extrait de l'arrêté du 29 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) - Autorisation n° 54-87 .....	508
Extrait de l'arrêté DDASS / OSV / n° 0503-09 du 29 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral « Laboratoire Saint-Remy » sise 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300), enregistrée sous le n° 04 - Autorisation n° 54-64 - Autorisation n° 54-87 - Autorisation n° 54-93 .....	508
Service solidarité - autonomie.....	509
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 533 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal à Nancy » géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle.....	509
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 618 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul.....	510
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 621 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port .....	510
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 631 du 2 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy.....	510
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 632 du 2 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de Baccarat .....	511
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 633 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul.....	511
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 634 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy .....	511
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 641 du 5 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze.....	512
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 642 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames .....	512
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 643 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre-Dame du Bon Repos" de Maxéville .....	513
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 712 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson .....	513
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 718 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max .....	514
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>515</b>
Service agriculture, forêt, chasse.....	515
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 268 du 26 mai 2009 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Barisey-la-Côte.....	515
Extrait de l'arrêté n° 2009/270 du 19 mai 2009 annulant et remplaçant l'arrêté préfectoral du 13 mai 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps .....	515
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>516</b>
Décision d'agrément du 22 mai 2009 de l'Association PRODIGE MUSIC à Nancy en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article l 3332-17-1 du code du travail.....	516
Décision d'agrément du 22 mai 2009 de l'Association AUX FRONTIERES DU PIXEL à Briey en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article l 3332-17-1 du code du travail.....	516

<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>517</b>
Trésorerie de Lunéville – En date du 2 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor .....	517
Trésorerie de Lunéville – En date du 2 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Christelle BLAISE, Inspecteur du Trésor.....	517
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>517</b>
<b>CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE .....</b>	<b>517</b>
Extrait de la décision n° 09-06 du 30 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant l'aide versée sous la forme de chèques emploi services universels (CESU) préfinancés par l'Etat en faveur du pouvoir d'achat du public bénéficiaire de prestations sociales au régime agricole .....	517
Extrait de la décision n° 09-07 du 30 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant le compte professionnel de santé .....	518
<b>VILLE D'ESSEY-LES-NANCY .....</b>	<b>519</b>
Extrait de l'arrêté du 3 juin 2009 portant application du règlement local de publicité .....	519

---

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2009-120 en date du 6 avril 2009 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle :

- En tant que représentants des assurés sociaux :

\* sur désignation de la Confédération générale du travail (CGT)

Titulaires : Mme Laurence BORDRON  
Mme Marie-Jeanne PHILBERT-ESCARFAIL  
Suppléant : M. Pascal HEIDINGER

\* sur désignation de la Confédération générale du travail Force ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. Jean-Louis ARNOULD  
M. Daniel PÉCHÉ  
Suppléants : M. Jean-Marie ROBERT  
Mme Madeleine THIEBAUT

\* sur désignation de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Titulaires : M. Gérard GUILLEMINAULT  
Mme Joëlle RABIET  
Suppléantes : Mme Julie DESCADILLES  
Mme Béatrice MATTON

\* sur désignation de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

Titulaire : Mme Caroline TYKOCZINSKY  
Suppléante : Mme Marie LAROCHE

\* sur désignation de la Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC)

Titulaire : Mme Jocelyne MEYER  
Suppléant : M. Christian MEYER

- En tant que représentants des employeurs :

\* sur désignation du Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. François MOTTY  
M. Serge PETIOT  
M. Jean-Marc ROBIN  
Suppléants : Mme Fanny FELLER  
M. Grégoire MERMET  
M. Jean-Paul SUISSE

\* sur désignation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

Titulaire : M. Etienne MALHER  
Suppléant : M. Fabian COSTET

\* sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA)

Titulaire : Mme Ginette CASPAR  
Suppléant : M. Jean-Jacques CLERC

- En tant que représentants des travailleurs indépendants :

\* sur désignation de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

Titulaire : M. Stéphane HEIT  
Suppléant : M. Jean-Marie JUSNEL

\* sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA)

Titulaire : Mme Danielle NICOLAS  
Suppléant : M. Pascal PINELLI

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :

M. Daniel BOULMIER  
M. Philippe GRANGE  
Mme Marie-Noëlle PHILIPPON  
Mme Joëlle SADOUL

Article 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2008-392 du 30 octobre 2008 portant nomination des membres du conseil d'administration l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Metz, le 6 avril 2009

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

**Arrêté n° 09.BMSSE.33 du 8 juin 2009 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de Briey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE****1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements****3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

**4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

**6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS****1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)****2) Passeports****3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)****III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE****1) Constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey****2) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route****IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES****1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :

- \* du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
- \* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
- \* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
- \* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Briey
- 4) Limites territoriales :
  - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
  - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
  - création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
  - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
  - autres modifications statutaires desdits EPCI
  - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
  - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
  - acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers
  - délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1<sup>er</sup> octobre 1990

#### V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004

#### VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### VII - ENVIRONNEMENT

##### Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

#### VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDUS EUROPÉENS

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
  - des fonds structurels européens
  - des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
  - de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région
- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes.

#### IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

#### X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement.

Article 2 : Délégation est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Briey pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Briey pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés.

Article 3 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.

Article 4 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et attestations de non-gage.

Article 5 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par M. Lakhdar BRAHIMI et Mme Annie LAVAUX, attachés.

Article 6 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

\* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

\* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est accordée M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de Briey, délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Jean-Marie CITERLE pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie CITERLE, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est accordée à Mme Annie LAVAUX et M. Lakhdar BRAHIMI, attachés à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie CITERLE.

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de Briey sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. HAUTIER et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. HAUTIER est assurée par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.23 du 17 avril 2009 chargeant M. Bernard BREYTON d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Briey est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juin 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Arrêté n° 09.BMSSE.34 du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 10 de l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.18 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, est modifié comme suit :  
En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Philippe SAFFREY et de M. François MALHANCHE, la suppléance de M. Philippe SAFFREY est assurée par M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.  
(le reste sans changement)  
Article 2 : Le secrétaire général et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 8 juin 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT

---

**Arrêté n° 09.BMSSE.35 du 8 juin 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant M. Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant M. Bernard BREYTON sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;  
Vu le décret du président de la République en date du 20 janvier 2009 nommant M. Michel JEANNEY en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 9 de l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.19 du 2 avril 2009 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, est modifié comme suit :  
En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont exercées M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Bernard BREYTON et de M. François MALHANCHE, la suppléance de M. Bernard BREYTON est assurée par M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.  
(le reste sans changement)  
Article 2 : Le secrétaire général et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 8 juin 2009

Le préfet,  
Hugues PARANT



**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**  
*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté du 29 mai 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Vallée**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la totalité des communes membres du syndicat ont délibéré favorablement sur cette modification statutaire ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de la Vallée sont approuvés.

Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal scolaire de la Vallée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 29 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

---

**SOUS-PREFECTURE DE TOUL**

**Extrait de l'arrêté du 3 juin 2009 portant règlement d'office du budget primitif du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le budget primitif pour l'année 2009 du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin est arrêté pour la section de fonctionnement à 160 334,03 € en dépenses et en recettes et pour la section d'investissement à 2 480 973,28 € en dépenses et en recettes ; Les dépenses et recettes des deux sections sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

Section de fonctionnement

Dépenses

chapitre 011 – charges à caractère général.....	16 750,00 €
chapitre 012 – charges de personnel .....	71 940,00 €
chapitre 65 – autres charges de gestion courante .....	3 100,00 €
chapitre 66 – charges financières .....	50 000,00 €
chapitre 022 – dépenses imprévues .....	544,03 €
chapitre 023 – virement à la section d'investissement .....	18 000,00 €
total .....	160 334,03 €

Recettes

chapitre 013 – atténuation de charges .....	8 500,00 €
chapitre 70 – produits des services, du domaine et ventes directes .....	2 500,00 €
chapitre 74 – dotations, subventions participations.....	128 500,00 €
résultat reporté .....	20 834,03 €
total .....	160 334,03 €

Section d'investissement

Dépenses

chapitre 16 – emprunts et dettes assimilées .....	21 700,00 €
chapitre 21 – immobilisations corporelles .....	10 000,00 €
chapitre 23 – immobilisations en cours .....	251 906,00 €
020 dépenses imprévues .....	894,54 €
restes à réaliser .....	2 196 472,74 €
total .....	2 480 973,28 €

Recettes

chapitre 10.....	91 000,00 €
chapitre 13 – subventions d'investissement.....	187 887,00 €
chapitre 16 – emprunts et dettes assimilées .....	800 000,00 €
restes à réaliser .....	992 499,50 €
résultat reporté .....	391 586,78 €
chapitre 021 – virement de la section de fonctionnement .....	18 000,00 €
total .....	2 480 973,28 €

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, à la trésorière de Toul collectivités, receveuse syndicale, à la directrice des archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 3 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Bernard BREYTON

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**  
*Protection sociale*

**Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2009-77 en date du 4 avril 2009 portant agrément d'un Centre de santé dentaire à Joeuf**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

Considérant qu'au vu du dossier déposé le centre de santé répond aux conditions législatives et réglementaires applicables aux centres de santé ;

Considérant qu'en application du code de santé publique, et notamment ses articles L.6323-1 et D.6323-4, une visite sera organisée dans les locaux du centre de santé afin d'établir, avant reprise d'activité, la conformité aux normes d'installation et de fonctionnement prévues aux articles D.6323-7 à D.6323-22 de ce même code ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le transfert du Centre de santé dentaire, géré par la Mutuelle des Pays Lorrains, pour une installation au 50 rue Pierre de Bar à Joeuf (Meurthe et Moselle), est autorisé. L'agrément afférent à ce centre pour l'exploitation d'un fauteuil dentaire est reconduit.

Article 2 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, le Préfet du département de Meurthe et Moselle, la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy le 4 avril 2009

Pour le préfet de la Région Lorraine et par délégation,  
La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales,  
Mireille WILLAUME

**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**  
*Cellule exploitation et sécurité routière*

**Extrait de l'arrêté permanent 2009-DIR-Est-SPR-N° 54 - n° 1 du 2 juin 2009 relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 57**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nécessité de réglementer la circulation sur la dite section,

**ARRETE**

Article I : Champ d'application

La circulation sur la section de la RN 57, dont les limites sont définies ci-dessous est soumise aux dispositions du code de la Route et aux prescriptions du présent arrêté.

Origine : RN 57 PR 49+000 à Flavigny sur Moselle

Échangeurs ou diffuseurs :

Echangeurs	N°	PR	Routes rencontrées
De Vézelize	905750	52	RD 913
De Bayon	905755	62	RD 9
De Gripport	905760	69	RD 904

Extrémité : RN 57 PR 70+999 à Gripport, limite départementale des Vosges

Aire de repos et de service :

Les aires de repos et de services suivantes sont également soumises aux précédentes dispositions.

Aire de repos et de service	PR	Sens
De Crantenoy	61	Nancy - Épinal
Du Bois du Menil	63	Épinal - Nancy

Article 2 : La circulation sur la RN 57 est réglementée de la façon suivante :

Statut de la voie :

La RN 57 entre Flavigny et Charmes est une route à caractère express au sens des articles L151-1 à L151-5 du code de la voirie routière, conformément au décret du 6 août 1985 prorogé par décret du 1er août 1990.

L'accès de cette partie de la route express est interdite en permanence :

- aux piétons,
- aux cavaliers,
- aux cycles,
- aux animaux,
- aux véhicules à traction non mécanique,
- aux véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation, notamment aux cyclomoteurs,
- aux tracteurs agricoles et matériels de travaux publics mentionnés à l'article R.311-1 du code de la route,
- aux véhicules automobiles ou ensembles de véhicules qui ne seraient pas capables d'atteindre en palier une vitesse minimum de 40 kilomètres par heure.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels sur la route express.

Accès :

L'accès et la sortie de la section de la route à 2x2 voies visée à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent se faire que par les chaussées aux extrémités du domaine routier ou aux points d'échanges prévus à cet effet.

Sauf circonstances exceptionnelles, tous les autres accès ou issues sont interdits. Ces derniers sont soit clos par des portes, soit signalés par des panneaux (accès ou sens interdits) avec panonceau "sauf service".

Sont toutefois autorisés à emprunter ces autres accès ou issues, les agents et les véhicules du gestionnaire de la voirie, des forces de police ou de gendarmerie, de la protection civile, de lutte contre les incendies, de secours aux blessés, des entreprises appelées à travailler sur la voie express munies d'une autorisation du gestionnaire de la voirie et des dépanneurs répondant aux conditions fixées par le cahier des charges de dépannage du gestionnaire de voirie.

Article 3 : Péage  
sans objet

Article 4 : Limitation de vitesse

Section courante : 110 km/h

Échangeurs ou diffuseurs : la règle générale s'applique soit 90km/h hormis pour des bretelles des échangeurs ci-dessus où des mesures particulières sont prises pour des raisons de trafic et de sécurité :

Échangeur de Vézelize n° 905750		
sens Nancy - Epinal		sens Epinal - Nancy
bretelles	km/h	
sortie RN 57 vers RD 913	par pallier dégressif à 90 et 70 km/h	

Échangeur de Bayon n° 905755			
sens Nancy - Epinal		sens Epinal - Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
sortie RN 57 vers RD 9	par pallier dégressif à 90 et 70 km/h	sortie RN 57 vers RD 9	par pallier dégressif à 90 et 70 km/h

Échangeur de Gripport n° 905760			
sens Nancy - Epinal		sens Epinal - Nancy	
bretelles	km/h	bretelles	km/h
sortie RN 57 vers RD 904	par pallier dégressif à 90 et 70 km/h	sortie RN 57 vers RD 904	par pallier dégressif à 90 et 70 km/h

Aires de repos : la vitesse sur les aires de repos est limitée à 30km/h. La réglementation sur les bretelles de sortie d'autoroute accédant à ces aires est :

Aires de repos			
sens Nancy - Epinal		sens Epinal - Nancy	
Aire de Crantenoy	km/h	Aire du Bois du Menil	km/h
sortie RN57	par pallier dégressif à 90 et 50	sortie RN57	par pallier dégressif à 90 et 50

Article 5 : Régime de priorité

Entrée sur route nationale à 2x2 voies : toutes les entrées sur la RN 57 des échangeurs telles que définies à l'article 1<sup>er</sup> sont réglementées par le régime de priorité du cédez-le-passage vis à vis de la section courante.

Sorties de la route nationale à 2x2 voies : les sorties des différents échangeurs de la RN 57 tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> sont réglementées de la manière suivante :

sens Nancy - Épinal			sens Épinal - Nancy		
voie prioritaire	Voie à laquelle s'attache le régime	Régime de priorité	Voie prioritaire	Voie à laquelle s'attache le régime	Régime de priorité
Échangeur de Vézelize n° 905750					
RD 913	Sortie RN 57 direction Vézelize	Cédez le passage			
Échangeur de Bayon n° 905755					
RD 9	Sortie RN 57 direction Bayon, Haroué	Stop	RD 9	Sortie RN 57 direction Bayon, Haroué	Stop
Échangeur de Gripport n° 905760					
RD 904	Sortie RN 57 direction Gripport	Stop	RD 904	Sortie RN 57 direction Gripport, Vézelize	Stop

Article 6 : Interdiction de stationner

Interdiction de stationner :

Sauf en cas de nécessité absolue, tout stationnement sur la totalité de la route express est interdit.

Article 7 : Voies à circulation spécialisés

sans objet

Article 8 : La police de la route sur la RN 57 est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 57 sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Article 9 : Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementale des Routes Est pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Article 10 : Toutes les dispositions contraires au présent arrêté dans les arrêtés permanents antérieurs sont abrogées .

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur interdépartemental des routes Est et le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la R.M.D. Nord-Est, au directeur des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U et au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Division d'exploitation de Metz

**Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-026 en date du 5 juin 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche d'enrobés sur A 33 du PR 7+000 au PR 4+000**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
Points Repères PR. et sens	PR 7,000 au PR 4,00 sens Strasbourg-Paris	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	15 juin au 24 juin 2009 Période de nuit de 20h30 à 6h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Paris-Strasbourg Neutralisation VD sens Strasbourg-Paris Basculement circulation sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg Fermeture des bretelles de Brabois mise en place des déviations Vitesse limitée à 90km/h en section courante, 50 km/h dans le basculement et 70 km/h sur la chaussée rabotée ou fraisée. Interdiction de doubler	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE : District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
			<b>1ère PHASE</b>	
	Nuit du 15 juin au 16 juin 2009	PR 6,200	Neutralisation VD sens -Strasbourg/Paris	Bretelles Strasbourg/Nancy-brabois CHU et Strasbourg/Neuves-Maisons Sens Strasbourg/Paris
	Nuits du 16 juin au 17 juin 2009	AK5 PR 4,000	Neutralisation Voie de Gauche sens Paris-Strasbourg	1ère Phase 3nuits Les usagers sont invités à rester sur la section courante A33 jusqu'à l'échangeur origine A33/A31, bretelle Strasbourg/Paris,A31 direction Paris, bretelle Nancy/Velaine, demi-tour, bretelle Velaine/Nancy A31 direction Nancy, bretelle Paris/Strasbourg,A33 jusqu'à l'échangeur n°2 de Brabois, ou les usagers retrouveront la signalisation permanente pour l'accès Neuves- Maisons et Nancy-Brabois CHU
	et du 17 juin au 18 juin 2009	AK5PR 10,900 ITPC 9,260 ITPC 5,3150	Neutralisation Voie de Droite sens Strasbourg-Paris  Basculement circulation sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg voie de gauche	
			<b>2ième PHASE</b>	
	Nuits du 18 juin au 19 juin	AK5 PR 2,000		2ième Phase 3 nuits
		AK5PR 7,300	Neutralisation Voie de Gauche sens Paris-Strasbourg	Bretelle Strasbourg/Neuves-Maisons Les usagers sont invités à prendre la bretelle Strasbourg/Nancy CHU restée ouverte, RD 974 jusqu'au carrefour Avenue de Bourgogne – Rue du Morvan, demi-tour direction Neuves-Maisons
	Du 22 juin au 23 juin et du 23 juin au 24 juin 2009	ITPC 6,120 ITPC 3,300	Neutralisation Voie de Droite sens Strasbourg-Paris Basculement circulation sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg voie de gauche	b Bretelles Nancy-Brabois/Paris et Nancy - Brabois /Strasbourg 1ère et 2ième Phase (6 nuits) Bretelle Nancy-Brabois/Paris Les usagers sont invités à rester sur la RD 974 jusqu'à l'échangeur Brabois, bretelle Nancy-Brabois/Strasbourg l'A33 direction Strasbourg jusqu'à l'échangeur A33/A330, bretelle Paris/Nancy-Houdemont, A330, bretelle Epinal/Paris, A33 direction Paris montée Houdemont où les usagers retrouveront la direction Paris Bretelle Neuves-Maisons/Paris Les usagers sont invités à prendre la bretelle Neuves-Maisons/Strasbourg, l'A33 direction Strasbourg jusqu'à l'échangeur A33/A330, bretelle Paris/Nancy-Houdemont, A330, bretelle Epinal/Paris, A33 direction Paris montée Houdemont où les usagers retrouveront la direction Paris Bretelle Nancy Paris 2ième et 3ième nuit 1ère Phase Par mesure de sécurité la bretelle Nancy/Paris sera fermée en raison de l'entrecroisement du trafic de la section courante de l'A33 sens 2

				Strasbourg-Paris et de l'A330 direction Paris au niveau de l'ITPC du PR 9.120 Les usagers sont invités à rester sur l'A330 jusqu'à l'échangeur N°5 de Ludres, bretelle Nancy/Ludres, Rue Pasteur, Bretelle Ludres/Nancy, l'A330 direction Nancy jusqu'à l'échangeur A33/A330, bretelle Epinal/Paris, A33 direction Paris montée Houdemont où les usagers retrouveront la direction Paris
--	--	--	--	---

NOTA: travaux de nuit de 20h30 à 6h00

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Vandoeuvre.
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Vandoeuvre.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG est-COLAS heillecourt.

Moulins lès Metz, le 5 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

*Service cohésion sociale*

**Extrait de l'arrêté n° DDASS/CS/2009-342 du 22 mai 2009 modifiant l'arrêté n° DDASS/CS/2009-58 du 12 février 2009 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° DDASS/CS/2009-58 du 12 février 2009 est modifié comme suit :

1° Tribunal de Grande Instance de NANCY

Au paragraphe II « Personnes physiques exerçant à titre individuel », sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- Mlle DIVOUX Amélie, domiciliée 10 impasse Colonel Moll 54520 LAXOU
- Mme TOUSSAINT Nicole, domiciliée 21 rue de la Grande Corvée 54601 VILLERS-LES-NANCY
- M. BERGER Paul, domicilié 27 rue du Grand Prix 54930 BOUZAINVILLE

2° Tribunal de Grande Instance de BRIEY

Au paragraphe III « personnes physiques et services préposés d'établissement », sont ajoutées les personnes suivantes :

- Mme Isabelle HABAY, préposée à la maison de retraite Saint Louis, 2 rue Saint Louis à LONGWY
- Mme Assomption BODEVING, préposée à la maison de retraite La Roseraie, 29, rue Louis Quinquet à LONGUYON

Article 2 - Les articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2009 précité sont modifiés comme suit :

Aux § a) « pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus », sont ajoutés les mots « modifiée par la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 », ce qui reporte le délai au 1<sup>er</sup> janvier 2012 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Article 3 - Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux Procureurs de la République près le tribunal de grande instance de NANCY et de BRIEY ;
- aux juges des tutelles - tribunal d'instance de NANCY, LUNEVILLE, TOUL, BRIEY et LONGWY ;
- aux juges des enfants - tribunal de grande instance de NANCY et BRIEY.

Article 4 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, dans les deux mois à compter de la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

### *Service offre de soins de ville*

#### **Extrait de l'arrêté du 29 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 39 rue de la division Leclerc à Baccarat (54120) - Autorisation n° 54-64**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 1994 portant autorisation de fonctionnement, sous le n° 54-64, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 39 rue de la Division Leclerc à Baccarat est modifié comme suit :

Directeur : Madame Brigitte WERNEBURG-IRION, médecin biologiste, habilité à effectuer les actes suivants :

- bactériologie, biochimie, hématologie, immunologie, virologie, mycologie ;
- examens nécessaires au diagnostic de la syphilis ;
- examens de recherche et de tirage des anticorps d'immunisation pour le dépistage des risques d'allo-immunisation foeto-maternelle.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit dans la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » ; Madame Brigitte WERNEBURG-IRION ; Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection Régionale de la Pharmacie ; Monsieur le Maire de Baccarat ; Monsieur le Président de l'Ordre Départemental des Médecins ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 29 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

#### **Extrait de l'arrêté du 29 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) - Autorisation n° 54-87**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2005 portant autorisation de fonctionnement, sous le n° 54-87, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à Lunéville est modifié comme suit :

Directeurs :

- Monsieur André BINA, pharmacien biologiste, habilité à effectuer les actes suivants :
  - \* bactériologie, biochimie, hématologie, immunologie, virologie, immuno-hématologie, séro-immunologie, parasitologie, mycologie ;
  - \* prélèvements de sang veineux ;
- Monsieur Jean-Paul DUROCH, pharmacien biologiste, habilité à effectuer les actes suivants :
  - \* bactériologie, biochimie, hématologie, immunologie, virologie, immuno-hématologie, séro-immunologie, parasitologie, mycologie ;
  - \* prélèvements de sang veineux ;

Directeurs adjoints :

- Madame Anne PIERETTI, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :
  - \* prélèvements de sang veineux ;
- Madame Frédérique RUSPINI, pharmacien biologiste ;

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit dans la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » ; Monsieur André BINA ; Monsieur Jean-Paul DUROCH ; Madame Anne PIERETTI ; Madame Frédérique RUSPINI ; Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection Régionale de la Pharmacie ; Monsieur le Maire de LUNÉVILLE ; Monsieur le Président de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ; Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ; Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 29 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

#### **Extrait de l'arrêté DDASS / OSV / n° 0503-09 du 29 mai 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral « Laboratoire Saint-Remy » sise 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300), enregistrée sous le n° 04 - Autorisation n° 54-64 - Autorisation n° 54-87 - Autorisation n° 54-93**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1 de l'arrêté modifié du 4 mars 1994 portant autorisation de fonctionnement de la société d'exercice libéral « Laboratoire Saint-Rémy », agréée sous le n° 04, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifié comme suit :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SAINT-REMY »

Siège social : 28 rue de la Pologne  
54300 LUNEVILLE

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Durée : Quatre-vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés

Objet de la société :

- L'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- Toute opération, notamment financière, civile ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de nature à favoriser son extension ou son développement.

Capital social : Cent trente mille euros (130 000 €)

Président : Monsieur André BINA

Directeur général : Monsieur Jean-Paul DUROCH

Directeurs généraux délégués :

- Madame Brigitte WERNEBURG – IRION
- Madame Isabelle PETRY

Laboratoires exploités :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale St-Rémy

39, rue de la Division Leclerc

54120 BACCARAT

Autorisation n° 54-64

- Laboratoire d'analyses de biologie Médicale

28 rue de la Pologne

54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-87

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale Léopold

9 place Léopold

54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-93

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de LUNEVILLE ;
- Monsieur le Maire de BACCARAT ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 29 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

### *Service solidarité - autonomie*

#### **Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 533 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal à Nancy » géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « Centre d'accueil de jour Germaine Marchal à Nancy » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS : EJ : 54 000 6707

Centre Germaine Marchal - 54000 Nancy – N° FINESS (ET) 54 001 0956

Dotation globale de financement « soins » : 79 951,10 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 26,53 €

pour les GIR 3 et 4 : 23,04 €

pour les GIR 5 et 6 : 19,55 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 618 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 1 902 932,75 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 40,80 €

pour les GIR 3 et 4 : 33,35 €

pour les GIR 5 et 6 : 26,05 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 621 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de ST NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 2 708 104,78 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 44,05 €

pour les GIR 3 et 4 : 35,27 €

pour les GIR 5 et 6 : 26,48 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Claudine BARBASTE

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 631 du 2 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY - N° FINESS : 54 0003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I		1 647 203,90
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	78 233,00	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	1 489 048,04	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	51 579,00	
	Déficit reporté	28 343,86	
Recettes	Groupe I		1 647 203,90
	Produits de la tarification	1 647 203,90	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	



Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 28 343,86 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 1 647 203,90 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 43,32 euros

GIR 3 et 4 : 36,04 euros

GIR 5 et 6 : 28,76 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

---

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 632 du 2 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison Hospitalière de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT :

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

N° FINESS (ET) 54 000 9966

Dotation globale de financement « soins » : 2 326 545,39 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 65,20 €

pour les GIR 3 et 4 : 58,72 €

pour les GIR 5 et 6 : 51,26 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

---

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 633 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée de soins du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale et le prix de journée de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 355 443,51 euros

- Prix de journée de soins : 33,53 euros

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

---

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 634 du 2 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ALSAD – 2 bis rue Sainte Odile – 54600 VILLERS-LES-NANCY - N° FINESS : 540 005 329

sont fixées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 150,92	1 301 584,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 110 570,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	138 863,28	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 301 584,35	1 301 584,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Article 3 - La dotation globale de soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy est fixée à 1 301 584,35 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 32,22 euros.

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine de soins à domicile à Villers-lès-Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 2 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 641 du 5 juin 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2009 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 842 646,28 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 39,83 €

pour les GIR 3 et 4 : 31,95 €

pour les GIR 5 et 6 : 24,07 €

Article 2 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 5 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 642 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES - N° FINESS : 54 0004611  
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 640,00	559 068,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	479 278,26	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 571,00	
	Déficit reporté	7 578,83	

Recettes	Groupe I Produits de la tarification	559 068,09	559 068,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 578,83 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 559 068,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,83 euros

GIR 3 et 4 : 18,69 euros

GIR 5 et 6 : 12,54 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 5 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 643 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre-Dame du Bon Repos" de Maxéville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE - N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	69 146,00	1 945 308,09
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 554 214,53	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	207 431,61	
	Déficit reporté	114 515,95	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 945 308,09	1 945 308,09
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 114 515,95 € (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à 1 945 308,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 50,20 euros

GIR 3 et 4 : 40,53 euros

GIR 5 et 6 : 30,86 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 5 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 712 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de Pont-à-Mousson**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désignée :

SSIAD "Val de Lorraine" – 36 bis avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON - N° FINESS : 54 0013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	215 253,50	594 385,18
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	369 331,68	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 800,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	594 385,18	594 385,18
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté		

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3 - La dotation globale soins 2009 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 594 385,18 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,93 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 5 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 718 du 5 juin 2009 fixant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Le Clos Pré" de Saint-Max**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Clos Pré" – 14 rue du Clos Pré– 54130 SAINT-MAX

N° FINESS : 54 0019577

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 686,40	391 256,57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	343 070,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	500,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	391 256,57	391 256,57
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de .

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX est fixée à 391 256,57 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,59 euros

GIR 3 et 4 : 22,36 euros

GIR 5 et 6 : 15,14 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Clos Pré" de SAINT-MAX.

Nancy, le 5 juin 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
L'Inspecteur principal,  
Philippe KRIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**  
*Service agriculture, forêt, chasse*

**Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/n° 268 du 26 mai 2009 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Barisey-la-Côte**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de BARISEY LA CÔTE

Sections ZE – ZH – ZI – ZK – ZL – ZM – ZN

Territoire de la commune de ALLAMPS

Section ZB – ZC – ZD

Territoire de la commune de BARISEY AU PLAIN

Sections YC – ZL

Territoire de la commune de BAGNEUX

Sections ZK

Territoire de la commune de BULLIGNY

Sections YA

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de BARISEY LA CÔTE le 02 juin 2009. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de TOUL le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de BARISEY LA CÔTE, ALLAMPS, BARISEY AU PLAIN, BAGNEUX et BULLIGNY sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Pour la réalisation des travaux hydrauliques, les prescriptions suivantes auront à être respectées :

Le ruisseau du Boucher sera entretenu depuis le chemin rural des grandes vergues jusqu'à la Bouvade. Ces travaux seront réalisés conformément aux termes de l'article L. 215-14 du Code de l'Environnement : enlèvement des embâcles flottants ou non, élagage ou recepage de la végétation des rives. Les obstacles gênant l'écoulement des eaux seront enlevés mais la ripisylve existante sera maintenue notamment les gros saules.

Des seuils seront créés sur le ruisseau du Boucher, au nombre de 4 ou 5 seuils de 60 à 80 centimètres de hauteur, de manière à limiter l'érosion et l'enfoncement de lit en période de crue ou de ruissellement. Ces seuils seront ancrés dans les berges et constitués de blocs calcaires non maçonnés. L'implantation des différents seuils sera réalisé après l'entretien du ruisseau du Boucher en collaborations avec l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir avant tous travaux.

Des enrochements ponctuels en calcaire seront réalisés en aval et/ou en amont de certains ouvrages (passages busés), pour éviter les érosions de berges et les affouillements.

La confluence du ruisseau du Boucher et la Bouvade sera aménagée par la création d'un lit moyen sur environ 20 mètres afin d'améliorer l'écoulement des eaux au niveau de la confluence en période de crues.

Un nouveau pont sera créé sur la Bouvade sur la commune de Barisey au Plain au lieu-dit « Derrière Vatebois ». cet ouvrage sera composé d'éléments béton préfabriqué et aura les caractéristiques suivantes : 2 mètres de largeur, 5 mètres de long environ et 1.20 à 1.50 mètres de hauteur. Les éléments béton seront enfoncés sous le niveau du lit de 20 à 30 centimètres de manière à ce qu'un « lit naturel » puisse se recréer sur le fond des éléments préfabriqués.

Les travaux hydrauliques sur les différents ruisseaux seront guidés par l'agent de l'ONEMA en charge du secteur, qu'il conviendra d'avertir au préalable.

Durant les travaux d'entretien de cours d'eau et notamment de création des seuils sur le ruisseau du Boucher et du pont de la Bouvade, et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de réaliser les travaux avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
  - \* par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
  - \* par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire.
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité,

Après les travaux :

- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Le service police de l'eau de la DDEA de Meurthe-et-Moselle et l'ONEMA devront être prévenus lors du démarrage de ces travaux.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Monsieur le Sous Préfet de Toul, Madame et Messieurs les Maires de BARISEY LA CÔTE, ALLAMPS, BARISEY AU PLAIN, BAGNEUX et BULLIGNY, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,  
Nancy, le 26 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté n° 2009/270 du 19 mai 2009 annulant et remplaçant l'arrêté préfectoral du 13 mai 2009 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - L'annexe 1 de l'arrêté du 22 septembre 1972 est abrogée.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Bertrichamps par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Bertrichamps sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au :

- président de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 19 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental adjoint de l'équipement et de l'agriculture,  
Yves ROYER

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 19 mai 2009  
portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrichamps  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
BERTRICHAMPS		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	A	Société de chasse de Bertrichamps
	D	N° 1, 56, 95
		N° 2
		Soit au total : 118 ha
	AA	Commune de Bertrichamps
	AE	N° 3
	AH	N° 15
		N° 1 et 2
		Soit au total : 500 ha 43 a 21 ca

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### Décision d'agrément du 22 mai 2009 de l'Association PRODIGE MUSIC à Nancy en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article I 3332-17-1 du code du travail

Vu la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 16 mars 2009 présentées par Mademoiselle GARING Isabelle - Présidente de l'Association PRODIGE MUSIC - 58 rue du Faubourg des III Maisons - 54000 NANCY

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : L'Association PRODIGE MUSIC - 58 rue du Faubourg des III Maisons - 54000 NANCY - SIRET 424 617 629 000 29 code Naf 9002Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 22 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

### Décision d'agrément du 22 mai 2009 de l'Association AUX FRONTIERES DU PIXEL à Briey en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article I 3332-17-1 du code du travail

Vu la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

Vu la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 22 avril 2009 présentées par Monsieur WILLAUME Thomas - Directeur de l'Association AUX FRONTIERES DU PIXEL - 1 avenue du Docteur Pierre Giry - appartement 122 Le Corbusier - 54150 BRIEY

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : L'Association AUX FRONTIERES DU PIXEL - 1 avenue du Docteur Pierre Giry - appartement 122 Le Corbusier - 54150 BRIEY - SIRET 493 296 180 000 26 code ape 926C

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 22 mai 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

## TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Trésorerie de Lunéville – En date du 2 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor**

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Gérante intérimaire de la Trésorerie de Lunéville, 12 rue du Rempart - 54300 LUNEVILLE

Déclare :

Constituer pour son mandataire spécial et général Anne-Marie GUIHO, Inspecteur du Trésor

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

D'effectuer les déclarations de créances et d'ester en justice,

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE entendant ainsi transmettre à Madame Anne-Marie GUIHO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Anne-Marie GUIHO  
Inspecteur

Signature du mandant  
Annie ROUILLEAUX  
Trésorier Principal

Lunéville le 2 juin 2009

**Trésorerie de Lunéville – En date du 2 juin 2009 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Christelle BLAISE, Inspecteur du Trésor**

Le soussigné Annie ROUILLEAUX, Gérante intérimaire de la Trésorerie de Lunéville, 12 rue du Rempart - 54300 LUNEVILLE

Déclare :

Constituer pour son mandataire spécial et général Christelle BLAISE Inspecteur du Trésor

Lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de LUNEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de LUNEVILLE entendant ainsi transmettre à Madame Christelle BLAISE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Christelle BLAISE  
Inspecteur

Signature du mandant  
Annie ROUILLEAUX  
Trésorier Principal

Lunéville le 2 juin 2009

## AUTRES SERVICES

## CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

**Extrait de la décision n° 09-06 du 30 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant l'aide versée sous la forme de chèques emploi services universels (CESU) préfinancés par l'Etat en faveur du pouvoir d'achat du public bénéficiaire de prestations sociales au régime agricole**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

## D E C I D E

Article 1<sup>er</sup> - Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à permettre d'augmenter le pouvoir d'achat du public bénéficiaire de prestations sociales au régime agricole par l'octroi pour ces derniers d'une aide versée sous la forme de chèque emploi services universels (CESU).

La CCMSA transmettra au CRCESU (Centre de Remboursement du Chèque Emploi Service Universel) habilité par l'ANSP (Agence Nationale des Services à la Personne), la liste des bénéficiaires du CESU, afin qu'ils bénéficient de ces bons d'achat d'une valeur de 200 €.

Sont concernés par ce traitement :

- les bénéficiaires au titre des mois de janvier, février ou mars 2009 du complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant (CMG) mentionné au 4° de l'article L531-1 du Code de la sécurité sociale pour lesquels les revenus du ménage ou de la personne sont inférieurs ou égaux au plafond de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant augmenté de la majoration pour double activité dans les conditions prévues à l'article R531-1 du même code.
- les bénéficiaires au titre du mois de janvier, février, mars 2009 de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L541-1 du code de la sécurité sociale.

A défaut d'attribution de l'aide au 31 août 2009, les bénéficiaires potentiels peuvent effectuer une demande auprès de la caisse MSA dont ils dépendent jusqu'au 30 septembre 2009.

Article 2 - Les données à caractère personnel contenues dans ce traitement sont relatives à :

- l'identification des allocataires: Identité (nom, prénom),
- l'adresse,

- la situation économique et financière : type de prestation sociale :

AEEH (allocation d'éducation de l'enfant handicapé) ou CGM (complément de libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant)

Article 3 - Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont :

- la CCMSA

- les CMSA

- le CRCESU (Centre de Remboursement du Chèque Emploi Service Universel) habilité par l'ANSP (Agence Nationale de Services à la Personne)

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Toutefois, le droit d'opposition ne s'applique pas en raison des dispositions légales.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,  
Christian FER

Bagnolet, le 30 avril 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,  
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 29 mai 2009

Le Directeur Général,  
Jean-Marie GERARD

---

**Extrait de la décision n° 09-07 du 30 avril 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant le compte professionnel de santé**

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

**D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> - Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné à permettre aux professionnels de santé de consulter les informations administratives qui sont détenues par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole dans leurs fichiers, ainsi que les données de paiement les concernant et des informations concernant leurs patients.

Article 2 - Les informations concernées par ce traitement sont relatives à l'identification des personnes.

Il s'agit de données concernant pour :

- l'ouvrant droit et ses ayants droits éventuels : nom, prénom, date de naissance,

- le professionnel de santé utilisateur du service : numéro ADELI, nom, prénom, catégorie de professionnel de santé.

Les données concernent également le numéro de sécurité sociale (NIR) de l'ouvrant droit ainsi que des données administratives portant sur :

- les références de l'organisme payeur de l'assuré,

- les références de l'organisme gestionnaire de l'assuré,

- le détail des paiements,

- les informations administratives pour les patients,

- les informations médecin traitant pour les patients.

Article 3 - Les destinataires de ces informations sont les professionnels de santé.

Article 4 - Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Le droit d'accès et de rectification pour les professionnels de santé aux informations enregistrées sur leur compte s'exerce auprès de leur caisse de rattachement.

Toutefois le droit d'opposition ne s'applique pas.

Article 5 - Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,  
Christian FER

Bagnolet, le 30 avril 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,  
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-lès-Nancy, le 29 mai 2009

Le Directeur Général,  
Jean-Marie GERARD



## VILLE D'ESSEY-LES-NANCY

## Extrait de l'arrêté du 3 juin 2009 portant application du règlement local de publicité

Nous Jean-Paul MONIN, Maire de la ville d'Essey-lès-Nancy,

**A R R E T O N S**

Article 1<sup>er</sup> : le règlement local de publicité de la ville d'Essey-lès-Nancy, révisé, est applicable dès la publication du présent arrêté.

Article 2 : le présent arrêté sera affiché en mairie, aux lieux et places habituels, et un avis sera publié dans la rubrique des annonces légales de deux quotidiens régionaux.

Article 3 : M. le Directeur général des services de la ville d'Essey-lès-Nancy est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de SEICHAMPS,
- Direction départementale de la Police Nationale de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Délégué régional à l'Architecture et à l'Environnement,
- M. le Directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- M. l'Architecte des Bâtiments de France,
- Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire,
- M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- M. le Président de l'Union des Chambres Syndicales Françaises d'affichage et de publicité extérieure,
- M. le Président de l'Association Française de l'enseigne, de la lumière et de la signalisation,
- M. le Président du Syndicat régional des artisans peintres, graphistes, décorateurs,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle,
- M. CHAMPAGNEUR Olivier, directeur d'agence de la Sté CLEAR CHANNEL,
- M. COUILLARD Hervé, directeur régional de la Sté AVENIR,
- Mme SIMMLER Véronique, directrice générale de la Sté JC DECAUX,
- M. de LABRIOLLE Eric, directeur de la Sté VIACOM OUTDOOR,
- M. ADAM Lionel, directeur de la Sté PRESENCE EXTERIEURE,
- M. le Directeur de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Aire urbaine Nancéienne,
- Mme SELLIER Marie-Catherine, Adjointe au Maire d'Essey-lès-Nancy,
- Mme BEGIN Colette, Conseillère Municipale déléguée de la ville d'Essey-lès-Nancy,
- Archives.

Essey-lès-Nancy, le 3 juin 2009

Jean-Paul MONIN  
Maire d'Essey-lès-Nancy

